



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 26 — 3 mars 1975

sommaire

page 3 :

C'EST AUX PAYSANS DE DECIDER
OU VA L'ARGENT DE LEURS
IMPOTS !

page 4 :

APRES LA MIFERMA, OULD DADDAH
NATIONALISE LA SOMIMA

page 5 :

MADAGASCAR : LES MILITAIRES
SE SUCCEDENT ET SE
RESSEMBLENT

page 7 :

PORTUGAL : LES RETICENCES
CROISSANTES DU MFA ENVERS
LE PARLEMENTARISME

prix: 1 Franc

LIBERATION
IMMEDIATE
DES PRISONNIERS
POLITIQUES
AU SENEGAL!

Depuis la fin du mois de décembre, le régime de Senghor a emprisonné des dizaines de personnes en les accusant d'avoir diffusé ou possédé un journal clandestin : "Xarebi" ("La lutte"). Parmi les personnes emprisonnées, Papa Touty Sow, accusé sans preuve d'avoir fait circuler ce journal, a été sauvagement torturé.

Ce n'est pas la première fois que le régime de Senghor emploie de telles méthodes pour imposer sa dictature. Déjà en mai 1973, l'étudiant Oumar Diop Blondin, emprisonné parce qu'accusé d'avoir voulu favoriser l'évasion de ses frères arrêtés, a été lâchement assassiné par les hommes de main de Senghor.

La police sénégalaise a eu les mains libres. Elle a créé un climat d'insécurité dans les milieux oppositionnels. Les perquisitions, les interpellations et arrestations multiples sont devenues monnaie courante.

Ainsi, cette répression qui vient de s'abattre au Sénégal vise à interdire toutes les formes d'organisation qui ne soient pas contrôlées par la dictature. Elle vise aussi à décourager tous ceux qui s'opposent à la politique de Senghor.

Bien sûr, ce régime infernal ne manque pas de scrupules. Senghor, "socialiste" démagogue, favorise la création de partis d'opposition légale comme le PDS (Parti Démocratique du Sénégal). Et, aux yeux de tout le monde, le PDS n'est en réalité qu'une autre image de l'UPS, mais sous la direction de Wade Abdoulaye, homme politique dans le gouvernement de Senghor.

Sous cette apparence démocratique, le régime de Senghor ne peut admettre la moindre liberté d'expression ni d'organisation. En s'attaquant aujourd'hui à des diffuseurs de journaux d'opposition, il s'attaque à des droits que les travailleurs et paysans pauvres ont intérêt à défendre.

Les travailleurs révolutionnaires, qui luttent pour une société où règnera la plus grande liberté et qui sont des combattants déterminés pour les droits démocratiques; ne peuvent que protester contre l'annihilation de ces droits et réclamer la libération des prisonniers.

C'EST AUX PAYSANS DE DECIDER OU VA L'ARGENT DE LEURS IMPOTS !

Dionkolané, de l'arrondissement de Yelimane, manque d'eau, comme il manque d'auteurs de dispensaires. Creuser un puits est vital, et il est indispensable de construire un dispensaire. La construction du dispensaire est, en tout temps, du ressort de l'Etat. Mais, par les temps qui courent, où la sécheresse a durement frappé, il devrait être également du devoir de l'Etat de financer le creusement des puits. D'autant que creuser un puits n'est pas une mince affaire ni une petite dépense.

Seulement, l'Etat ne creuse pas plus de puits qu'il ne creuse de dispensaire. C'est aux villageois non seulement de fournir la main d'oeuvre, mais encore de payer l'ingénieur et d'acheter le matériel. Et parce qu'ils n'ont pas d'argent, c'est à leurs fils dans l'émigration d'envoyer l'argent s'ils ne veulent pas que le village dépérisse.

Dionkolané est un village parmi combien d'autres ? Combien sont les villages au Mali qui ont besoin d'infrastructures indispensables, de dispensaires, d'écoles, et qui n'ont d'autre ressource pour en avoir que de se débrouiller eux-mêmes, grâce au travail de ceux qui travaillent en France ?

Nous avons déjà parlé de Teysibi, arrondissement de Haoro, qui, après avoir longtemps revendiqué un dispensaire et une école, avait obtenu cette réponse qui se voulait conciliante de la part des représentants du Comité militaire : si vous financez la construction, on vous donnera peut-être le médecin et le maître d'école.

Alors, où va donc l'argent des impôts que même les villages les plus pauvres sont obligés de payer, que la récolte soit bonne ou mauvaise, que la famine guette ou non ? Cet argent qui doit servir à la collectivité, à ce qu'on nous explique ?

Il suffit de voir quel train de vie mène cette armada de hauts fonctionnaires, de policiers, de militaires qu'on voit partout ; tous ces gens, les Moussa Traoré en tête, qui ne servent à rien, ne créent rien, et parquent dans une multitude de manifestations officielles et y promènent leur mépris des petites gens, des paysans en particulier. Pourtant, ils vivent, et vivent bien, grâce à la peine de ces petits paysans qui fournissent l'essentiel des impôts.

C'est une situation scandaleuse. C'est l'argent des riches qui devrait servir aux pauvres, et pas l'inverse. Mais ce ne sont évidemment pas ces gens-là qui peuvent y mettre fin. C'est scandaleux, mais cela peut et doit cesser un jour. Pour cela, il faudrait éliminer tous ces gens du pouvoir. Et ce n'est pas une question d'hommes : il ne suffit pas de mettre d'autres gens à la place de ceux qui y sont déjà ! L'équipe de Traoré avait bien éliminé l'équipe de Modibo Keita, mais la situation ne s'est pas améliorée, elle s'est même sans doute dégradée. C'est la fonction même de tous ces gens qu'il faudra supprimer. Pour ce qu'ils font d'inutile ou de nuisible, personne ne s'en plaindra. Pour le peu qu'ils font d'utile, les paysans pauvres des campagnes, ou les ouvriers des villes, peuvent s'en charger eux-mêmes. Voilà ce que nous voulons, nous les révolutionnaires socialistes : remplacer le pouvoir étranger au petit peuple, coupé de lui, coûteux, par le pouvoir des petites gens, ouvriers et paysans pauvres eux-mêmes. Lorsqu'il appartiendra aux villageois de Dionkolané eux-mêmes de décider ce qu'on doit faire de leur argent, ils sauront s'en servir pour construire un dispensaire ou creuser des puits, au lieu d'engraisser des militaires ou des fonctionnaires inutiles.

APRES LA MIFERMA OULD DADDAH NATIONALISE LA SOMIMA

Après avoir nationalisé la MIFERMA, le gouvernement de Nouakchott nationalise la SOMIMA, société mise en exploitation depuis 1967. Jusque-là, le gouvernement de Ould Daddah ne détenait que 22 % des actions, les 78 % restant appartenant à diverses sociétés impérialistes, notamment françaises et anglaises.

Cette société que l'Etat mauritanien a achetée à l'impérialisme était au bord de la faillite et son déficit s'élevait à quelque 4,2 millions de FM par mois. Le rachat de la SOMIMA, n'est donc pas une bien grande perte pour les sociétés impérialistes, loin de là. Bien au contraire, Ould Daddah ne pourra que prendre au compte du budget de l'Etat les pertes de cette société.

On voit donc mal comment les difficultés économiques graves que connaît la Mauritanie pourront être surmontées par cette opération qu'on présente comme étant à son avantage.

De toute manière, déficit ou pas, ce sont les Etats impérialistes qui détiennent le marché mondial, c'est eux qui peuvent faire baisser ou augmenter les prix des matières premières. Ils se réservent le droit de boycotter les produits qui proviennent du tiers-monde. Quand ils ne peuvent plus piller, ils se contentent de saboter l'économie de ces derniers. Ce fut par exemple le cas de la canne à sucre de Cuba que l'impérialisme américain refusa simplement d'acheter au lendemain de la révolution cubaine et des nationalisations, plongeant l'économie du pays dans un marasme difficilement surmontable.

Alors, évidemment, c'est bien la moindre des choses que l'Etat mauritanien puisse prendre le contrôle d'une société qui exploite une des richesses du pays. Mais il ne faut pas se faire des illusions : non seulement cette nationalisation ne se fait pas au profit des classes pauvres de la Mauritanie, mais elle ne suffira même pas à empêcher l'impérialisme de dicter sa loi.

LES MILITAIRES SE SUCCEDENT ET SE RESSEMBLENT

Une nouvelle équipe militaire animée par Andriamahazo succède, à Madagascar, à l'ancienne dont le chef, le colonel Ratsimandrava, a été assassiné cinq jours à peine après son arrivée au pouvoir.

Le fait que ce soit Andriamahazo, — "l'homme fort" qui avait réprimé de manière sanglante la rébellion des paysans pauvres dans la province de Tuléar en mars 1971 — qui ait été mis en place à la tête du "directoire" est certes significatif du durcissement vers lequel semblent s'engager les militaires. "Maintenir l'ordre et assainir l'atmosphère" déclarent les nouveaux dirigeants, et cela semble en effet être les deux mamelles de leur politique.

Mais il ne suffit ni d'instaurer un couvre-feu, ni de décréter l'état d'alerte pour que les graves problèmes économiques qui affectent aujourd'hui la Grande Ile soient résolus. Ces problèmes restent en suspens. Tsiranana, l'homme de paille des impérialistes, n'a pas su les résoudre, et l'équipe Ramanantsoa qui lui avait succédé et qui semblait plus radicale que l'administration corrompue de Tsiranana, n'a fait que les aggraver malgré la voie des mini-réformes dans laquelle elle s'était engagée.

Elle avait certes pris l'initiative de supprimer le "vililoha", impôt instauré par le général Galliéni, chef des armées coloniales françaises.

Elle a certes procédé au contrôle des imports-exports en créant la SONACO (Société Nationale de Commerce), à laquelle les sociétés privées doivent acheter des licences pour pouvoir échanger des produits précis et des quantités précises avec l'extérieur. Des nationalisations ont également été effectuées. La SINPA (Société d'Intérêt National pour les Produits Alimentaires) détient le monopole à l'intérieur du pays des produits agricoles, notamment du paddy et de l'arachide, ainsi que du sucre et du sel.

Mais, dans la tentative de prendre ses distances vis-à-vis de l'impérialisme, Ramanantsoa n'a pas osé aller bien loin. Il s'est contenté de demi-mesures. En particulier, les grandes sociétés privées françaises ont été laissées intactes et aucune politique économique d'ensemble n'a été élaborée. Le gouvernement a agi au coup par coup en prenant des décisions partielles insuffisantes pour résoudre quelque problème que ce soit, susceptibles tout au plus d'engendrer la méfiance des capitalistes qui évacuèrent en masse leurs capitaux, laissant l'économie dans la catastrophe.

Et cette catastrophe a été tellement forte que des cartes de rationnement des produits de première nécessité ont été mises en place par l'administration.

L'achat du riz, du sucre, du savon passe désormais par l'accord signé des chefs de canton. Une mesure de plus qui contribue à alimenter le mécontentement général. Ce mécontentement prend facilement le canal des oppositions ethniques entre "Mérinas", population des hauts plateaux et de la capitale, et "Côtiers", plus pauvres.

Des critiques venues de tous les bords de la couche dirigeante malgache avaient reproché au général Ramanantsoa ses hésitations, son manque de fermeté dans la conduite des affaires du pays. La nouvelle équipe au pouvoir tente de se faire passer pour plus ferme en appliquant sans faiblesse l'état de siège et en tentant de prévenir toute expression du mécontentement par la répression.

Mais, jusqu'à présent, elle ne semble pas plus que l'équipe Ramanantsoa décidée à choisir entre une politique ouvertement pro-impérialiste à la Tsiranana et une politique nationaliste plus conséquente. Elle donne la preuve des mêmes hésitations que son prédécesseur, du même empirisme politique. Cela est illustré par la composition du gouvernement où l'on a tenté de faire la cour à tous les courants qui parcourent les milieux politiques de la classe dirigeante. Si, en effet, Andriamahazo, que les militaires avaient choisi comme chef du gouvernement, passe pour un modéré, il a pris soin d'intégrer dans son gouvernement Didier Ratsiraka qui, lui, passe pour un radical partisan de prendre des distances par rapport à l'impérialisme français.

Cette attitude, qui cultive l'ambiguïté, cette orientation prise vers une politique à la petite semaine ne peut pas, même allié à un maniement plus déterminé de la matraque, stabiliser la situation. Alors, le sort du nouveau gouvernement a de fortes chances d'être le même que celui du précédent, c'est-à-dire tomber, de manière violente ou non, mais sans gloire.

Et cela, pas même nécessairement en raison d'une éventuelle réaction de la population pauvre exaspérée par la dégradation de ses conditions d'existence. Mais le ver est dans le fruit de l'appareil d'Etat. Il n'est pas possible d'oublier que la crise actuelle a été ouverte précisément par une tentative de coup d'Etat de militaires favorables à la ligne politique de Tsiranana.

Les artifices de Andriamahazo ne peuvent que replâtrer les fissures entre les différents clans qui s'entre-déchirent, plus ou moins en sourdine, au sein de l'armée. Mais pour combien de temps ?

PORTUGAL

LES RETICENCES CROISSANTES DU MFA ENVERS LE PARLEMENTARISME

Au Portugal, plus les élections législatives approchent, plus la tension monte entre le Mouvement des Forces Armées (MFA) et le Parti Socialiste, ainsi qu'entre le Parti socialiste et le Parti Communiste.

Le reproche que fait le Parti Socialiste aux forces armées, c'est que celles-ci veulent s'assurer avant même les élections un certain nombre de positions clés dans le futur régime et violer par là même les règles du jeu de la démocratie parlementaire.

Il est vrai que le MFA, qui avait été à l'origine de la chute de Caetano et qui avait alors insisté sur sa détermination de convoquer une Assemblée constituante et de créer un régime de démocratie parlementaire, s'il tient ses promesses d'organiser des élections, le fait avec de plus en plus de réticences. C'est que le MFA, organisation de la petite bourgeoisie radicale en uniforme essaie de sortir le Portugal de l'immobilisme. Ce n'est certes pas une organisation révolutionnaire désireuse de transformer la société de fond en comble. Elle veut cependant engager le pays dans la voie de la modernisation et c'est dans l'espoir que ce sont les partis de gauche qui seront les plus aptes à réaliser celle-ci qu'elle a fait appel à ces partis, notamment au Parti Communiste et au Parti Socialiste portugais. La démocratie parlementaire lui apparaissait tout naturellement comme le cadre naturel d'un gouvernement désireux de procéder à des changements.

Or, le MFA est en train de se rendre compte que l'arrivée au pouvoir du personnel politique qui peuple d'habitude les couloirs des parlements ne facilite nullement les mesures de transformation que lui, le MFA, envisage. Le Parti Socialiste, en particulier, n'a nullement l'intention de se couper des partis modérés, et ceux-ci dénoncent publiquement toute mesure susceptible de mécontenter un tant soit peu les couches dirigeantes portugaises, ou encore l'impérialisme. Ce n'est évidemment pas avec un tel état d'esprit qu'il est possible de transformer le pays, ne serait-ce que dans les limites pourtant parfaitement bourgeoises qu'assigne le MFA lui-même à ces transformations.

Et c'est cela que vient de découvrir le Mouvement des Forces Armées. C'est aussi pour cela qu'à l'approche des élections législatives, il montre sa méfiance vis-à-vis du Parti Socialiste et des partis bourgeois. Lui qui détient aujourd'hui le pouvoir, il ne voudrait pas en être écarté au lendemain des élections, et voir ses projets de transformation annihilés. C'est bien pourquoi il cherche des garanties avant les élections.

Dans ces conditions, il est certain que le seul soutien que le MFA a pour l'instant, c'est le soutien du Parti Communiste, parce que ses intérêts coïncident avec les siens. C'est en effet grâce au MFA que le Parti Communiste est au gouvernement, et il a de bonnes raisons de craindre d'en être écarté si le MFA lui-même est écarté.

Dans cette situation, aucun n'a l'air de se préoccuper des intérêts des travailleurs. Autant pour le Mouvement des Forces Armées que pour le Parti Communiste, les travailleurs et leurs intérêts n'entrent pas dans leurs calculs politiques.

C'est certainement normal pour le MFA, qui est une organisation de petits bourgeois. Mais c'est criminel de la part du Parti Communiste qui, lui, représente aux yeux de tout le monde la classe ouvrière portugaise. Le Parti Communiste ne cherche pas à mettre en garde les travailleurs qu'il est mortellement dangereux pour eux de confier leur sort aux rapports fragiles entre le MFA et les formations politiques de la bourgeoisie portugaise, au lieu de s'organiser et d'être prêts à faire face à un très possible retournement de la situation en faveur des forces les plus conservatrices de la société portugaise.

oOo

CAMARADE,

LIS, FAIS CONNAITRE

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

organe de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.